

## **Repenser notre modèle de développement ? Résumé pour le Grand Débat**

**Jean-Marie Cour, 21 janvier 2019**

Dans sa Lettre aux Français, le Président Macron nous invite explicitement à **repenser notre modèle de développement**. En matière économique et financière, la marge de manœuvre est étroite, car l'économie et la finance sont globalisées, et notre propre modèle de développement se trouve ainsi largement dicté par le reste du monde. Au détriment s'il le faut de certaines de nos propres valeurs, nous sommes contraints par la finance à penser à l'échelle de temps de la nanoseconde et par l'économie capitaliste de marché globalisée à jouer au premier de cordée dans la course à la croissance, à la productivité, à la compétitivité, à l'attractivité, à la dérégulation.

Cette économie capitaliste et de marché qui prétend à l'universalité a certes fait ses preuves dans le passé, mais elle a aussi démontré son incapacité à anticiper et à gérer les crises, et elle apparaît comme de plus en plus incompatible avec la découverte récente que la planète n'est pas infinie et que nous entrons dans une nouvelle ère appelée l'anthropocène.

Après les premiers balbutiements du 18<sup>ème</sup> siècle, la théorie économique qui sous-tend cette économie capitaliste et de marché a été inventée par des européens et au 19<sup>ème</sup> siècle, donc dans un contexte très différent de celui qui prévaut aujourd'hui.

Bien que considérablement développée depuis lors, je dis que cette théorie économique reste, comme le modèle initial, à la fois anhistorique, u-topique (au sens étymologique), désincarnée, et démostatique, et qu'elle ne peut donc plus correspondre aux besoins actuels.

Sur cette planète finie, et alors que les besoins essentiels de l'humanité sont en voie d'être presque partout satisfaits et que le principal danger qui guette les pays développés (et que l'on devrait plutôt appeler enveloppés) n'est pas la privation mais l'obésité et l'overdose de tout, produire plus, être plus productif et plus compétitif que les autres ne peut plus servir de boussole.

Comment une telle doxa a-t-elle pu s'imposer aux institutions en charge du développement alors qu'elle est si évidemment incompatible avec les enjeux des pays en voie de peuplement où se concentrent les deux tiers de la croissance de la population de la planète ? Dans les pays dits développés, pourquoi n'est-elle pas davantage contestée, alors que, comme le note Pierre Noel Giraud, cette doxa conduit au partage de la population entre une classe de « nomades », déterritorialisés et maîtres du monde, et une majorité de « sédentaires » plus ou moins inutiles à l'économie et qui en viennent à se considérer aussi comme inutiles à eux-mêmes ?

Un jour ou l'autre, il faudra inventer un autre paradigme, accordant dans l'économie la place centrale non à la production et à l'offre mais à la **demande** analysée en détail, **localisée**, et aux conditions permettant à cette demande **changeante** de susciter une offre appropriée.

En attendant cette révolution paradigmatique, que peut-on faire, ici et maintenant ? Il apparaît de plus en plus évident que la population et l'économie des pays déjà peuplés et qualifiés de « développés » sont tout aussi écartelées que celles des pays en voie de peuplement dans lesquels nul ne peut ignorer la raison d'être et les vertus de l'économie qualifiée à tort d'informelle, dont dépendra encore et pour plusieurs décennies plus de la moitié de la population totale.

Profitions donc de l'expérience ainsi acquise dans les pays dits « en développement » pour reconnaître le droit à l'existence de cette population de « sédentaires » des pays développés, et pour comprendre que ces sédentaires doivent pouvoir s'épanouir, à côté des « nomades », dans une économie parallèle, qui doit évidemment être centrée, non sur la production et l'écoulement de cette production mais sur la **demande** explicitée comme ci-dessus. Et tirons toutes les conséquences de l'importance et des besoins de cette économie parallèle en termes de systèmes explicatifs, de politiques, d'ingénierie institutionnelle, de besoins en biens publics, de besoins de monnaies parallèles et locales, de fiscalité, et surtout de protection contre la boulimie de l'autre composante de l'économie. Nos pays déjà peuplés ont donc beaucoup à apprendre de leurs voisins en voie de peuplement.

### **Quelques caractéristiques de l'économie parallèle constituée par les exclus de l'économie globale**

« *Un pays, deux systèmes* » : cette proposition formulée en 1997 par Deng Xiaoping à propos de la rétrocession de Hong Kong à la Chine a permis à ce pays de garder le beurre (le régime en place à Pékin) et l'argent du beurre : l'accès aux « bienfaits » du capitalisme.

*Rebus sic stantibus*, ne conviendrait-il pas de s'inspirer de la réal politik chinoise et des dangers qui la menacent, comme la tentation permanente du plus fort de phagocyter la composante la plus vulnérable, pour aborder la question de la coexistence, sans doute temporaire, des deux composantes de l'économie réelle de la planète ?

Les considérations suivantes sont une transposition simple et partielle de celles formulées à propos de l'économie populaire des pays en voie de peuplement : elles n'ont d'autre ambition que de susciter, par analogie, et d'amorcer quelques pistes de réflexion.

- les nouveaux exclus de l'économie globale, qui risquent de représenter une fraction croissante de la population totale, font partie de la société, ils ne peuvent être perçus comme des personnes superflues ou inutiles. Ils peuvent et doivent former une économie parallèle ;
- la croissance nette des effectifs de cette économie parallèle est le résultat de flux migratoires dans les deux sens entre les deux composantes de l'économie réelle : ces deux composantes sont en interaction permanente, et l'enjeu est de faire en sorte qu'elles puissent coexister et co-prospérer sans se nuire ;
- l'économie parallèle tire sa légitimité du nombre de personnes qui en dépendent et du fait qu'elle est en pratique la seule à pouvoir répondre à la demande de biens, de services et de considération de tous ses membres, dans des conditions d'accès acceptables et dans le respect de l'environnement ;
- la priorité y est donc nécessairement accordée par tous ses acteurs à l'accueil des nouveaux venus, et non à la croissance de tel ou tel ratio par habitant, mais elle n'est pas pour autant de nature archaïque, ni sous-développée ;
- l'économie parallèle est donc nécessairement de nature différente de l'« économie globale » qui ne mérite pas son nom puisqu'elle n'englobe pas la population dans son ensemble, et elle est par conséquent moins artificielle que cette autre composante de l'économie réelle, qui n'a d'autre fondement qu'un paradigme conçu il y a deux siècles et qui est inadapté à la situation actuelle ;
- l'économie parallèle récuse donc plusieurs des priorités de l'économie : croissance de la production rendue possible par la technologie, promotion ou invention de la demande correspondante par toute technique de commercialisation appropriée, conquête et protection des marchés pour écouler cette production, avec leurs corollaires que sont la course à la productivité des facteurs et à la compétitivité, la valorisation des avantages comparatifs, la spécialisation, et la mondialisation. L'humanité continuera évidemment à produire, à inventer de nouveaux biens et services. Mais, sauf dans les pays moins avancés qui en ont encore pour une trentaine d'années d'efforts, les besoins essentiels de la population sont presque partout satisfaits et ce n'est pas la pénurie qui menace mais la surabondance de biens. Qui peut raisonnablement imaginer que, dans une génération, l'humanité continuera à être obsédée par le risque de pénurie et à se donner comme priorité de produire plus ?
- le principal moteur de l'économie parallèle n'est pas la production mais la demande de ses membres, demande en constante évolution et différenciée. Le postulat de base est qu'il ne peut y avoir que de faux obstacles, artificiels, et de

mauvaises raisons de penser que cette demande pourrait ne pas être effectivement satisfaite ;

- l'économie parallèle est donc nécessairement attachée à des territoires. Elle est très dépendante du contexte local, géographique, culturel, socioéconomique, géopolitique, et sa santé est très dépendante de la qualité du cadre dans lequel elle se développe ;

- aux fonctions de production de l'économie habituelle sont substituées les fonctions de demande, dont les principaux facteurs sont la population concernée, sa localisation, la taille et la densité des établissements humains, la formation, l'information et la culture, les relations de voisinage entre agents, et l'environnement ;

- la notion de capital productif diffère de celle de l'économie habituelle en ce qu'elle fait intervenir aussi les caractéristiques spatiales : localisation, densité, relations de voisinage, aménagement et équipement des territoires ;

- par construction, l'économie parallèle est mise à l'abri des excès de la financiarisation. Elle est monétarisée, mais ses rapports à la monnaie et aux systèmes financiers et les modes de mobilisation des ressources sont différents. A côté de la monnaie officielle, qui répond rarement à la diversité des besoins de l'économie réelle, chaque pays se dote d'une monnaie complémentaire émise par une société fiduciaire en fonction des besoins des transactions locales et cédée aux opérateurs à un cours dévalué via une autorité locale ( par exemple les mairies) pour toute opération ne nécessitant pas le recours à la monnaie officielle: voir les propositions de seconde monnaie, le MIEL, (Monnaie pour l'Investissement et l'Echange Local) des RUCHES (Régions Urbano-Centrées à Haute intensité d'Echanges) du programme ECOLOC.

-en interaction constante avec l'autre composante de l'économie réelle, l'économie parallèle doit être protégée contre les risques de concurrence et d'éviction par l'économie globale, et ses marchés doivent donc en être mis à l'abri des comportements hégémoniques et de la vampirisation.